



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

Arras, le **26 MAI 2025**

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2025 – I – 122

COMMUNE DE DELETTES

SOCIÉTÉ NORDEX VI SAS

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 09 avril 2025 portant nomination de M. Laurent TOUVET en qualité de préfet du Pas-de-Calais à compter du 28 avril 2025 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la décision préfectorale en date du 27 août 2012 accordant le fonctionnement des installations au bénéfice des droits acquis ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site en date du 18 mars 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 07 avril 2025 suite à la visite du 18 mars 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 08 avril 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant en date du 11 avril 2025 ;



Considérant ce qui suit :

1. Lors de l'inspection du 18 mars 2025 il a été constaté que les suivis environnementaux réalisés ne sont pas conformes au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées ;
2. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 qui impose que la réalisation du suivi environnemental soit conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées ;
3. Face à ce constat, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NORDEX VI SAS de réaliser le prochain suivi environnemental conformément à ce protocole ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société NORDEX VI SAS, dont le siège social est situé 1 rue des Arquebusiers à STRASBOURG (67000), et qui exploite une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sise chemin rural dit « Ancien d'Hesdin » sur le territoire de la commune de DELETTES (62129), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de réaliser à partir de la semaine 20 de l'année 2026 le suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le rapport est transmis à l'inspection de l'environnement dans un délai de 6 mois maximum, à compter de la fin du suivi environnemental.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LILLE sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de SAINT-OMER et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NORDEX VI SAS et dont une copie sera transmise en mairie de DELETTES.

pour le préfet,
le secrétaire général



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société NORDEX VI SAS
- Sous-préfecture de SAINT-OMER
- Mairie de DELETTES
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – U.D du Littoral